

FOOTBALL

ALI LEZZOUM (ENTRAÎNEUR DES GARDIENS DU MC ALGER) :

«C'est la résurrection de Chaouchi»

● Depuis sa venue au MCA, au courant de la saison actuelle, Lezzoum est en train d'accomplir un travail colossal, en tout cas important au niveau de l'entraînement des gardiens de but. Sa présence dans le staff technique des Vert et Rouge est un plus considérable d'autant plus que «Zino» connaît parfaitement le Mouloudia.

Le Soir d'Algérie : Vous avez quitté le MCA en 2002, comme gardien de but. Qu'avez-vous fait depuis ?

Ali Lezzoum : Au-delà de mes 15 ans d'expérience dans les buts, j'ai voulu me former au métier de coach. J'ai fait beaucoup de stages et j'ai exercé dans les catégories jeunes depuis la base de la formation jusqu'à la catégorie des seniors. J'ai voulu vivre toutes les sensations d'un formateur. Au bout de ces formations et stages pratiques, j'ai obtenu des diplômes d'études en gardien de but et une licence CAF «C».

Rares sont les gardiens de but qui s'orientent vers le métier d'entraîneur des gardiens. La plupart de vos anciens cama-

rades se sont dirigés vers le diplôme d'entraîneur d'équipe. A votre avis, pourquoi ce désintéressement ?

Le métier d'entraîneur des gardiens n'est pas valorisé. Les instances qui gèrent le football doivent donner beaucoup plus d'intérêt à cette formation. L'entraîneur des gardiens a le salaire le plus bas dans un staff technique. Parfois, il ne bénéficie même pas des primes, sans parler de l'indisponibilité des moyens pédagogiques spécifiques à son travail.

Comment s'est effectué votre retour au MCA ?

L'actuel président M. Betrouni m'a contacté pour me proposer le poste qui était vacant. Sans aucune hésitation, j'ai accepté la mission qu'il m'a confiée.

Quel était votre premier constat lors de la première séance d'entraînement sur le groupe de gardiens de but dont vous avez hérité ?

Au premier contact avec les gardiens de but, j'ai vite décelé une grande fragilité mentale. Un gardien c'est 80% de mental. Les gardiens du MCA étaient affectés moralement. Donc, au lieu d'exécuter mon plan de travail sur le

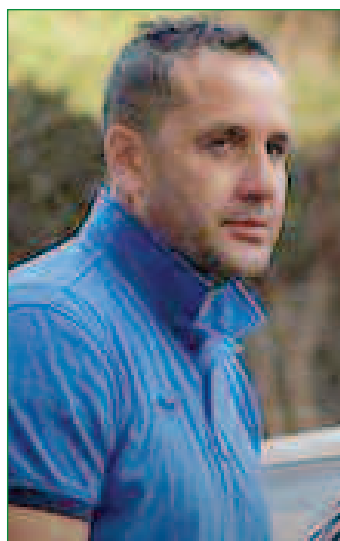


Photo : DR

terrain, je me suis retrouvé à faire des séances de psy. Je devais dans un laps de temps relativement court encourager les gardiens à surmonter leurs appréhensions et craintes sur un terrain de football.

Le gardien Chaouchi semble retrouver ses sensations et son niveau d'antan. Il participe activement à la réalisation des bons résultats enregistrés par

l'équipe. Comment avez-vous réussi à le transcender ?

Il fallait le rassurer et le stimuler durant les entraînements. Fawzi est un gardien complet, très doué. C'est l'un des meilleurs gardiens que l'Algérie ait possédé. Je dirais que c'est vraiment dommage qu'il n'a pas été protégé durant ses années fastes. Actuellement, il retrouve son meilleur niveau, celui d'Om Durman. Chaouchi fait preuve d'une grande abnégation durant les entraînements.

Revenons à vous. Expliquez-nous les causes qui vous ont poussé à rompre votre contrat avec la FAF quand vous étiez en charge des U23.

L'expérience était enrichissante, mais au bout de 7 mois de travail, ma situation administrative n'était pas claire. Je dirais que c'est un problème du statut.

Et avec Lotfi Amrouche, comment ça se passe ?

A merveille, la particularité de notre staff est qu'on est tous des enfants du MCA.

Propos recueillis par A. A.

CSA/MCA

La 3^e session de l'AGO aujourd'hui

Les membres de l'assemblée générale du MC Alger sont invités à assister à la troisième session de l'AGO prévue ce lundi 22 février, à partir de 17 h, au niveau du siège annexe du Mouloudia d'Alger, situé au 69 rue Hadj Mohamed-Ouif à Bab El-Oued (un peu plus bas que la mairie et en face du jardin public). Rappelons que la première session ne s'est pas tenue faute de quorum, alors que lors de la seconde, les membres de l'AG ont été interdits d'accéder à la villa, siège du CSA, à Chéraga. Il faut rappeler que l'ordre du jour de cette AGO est la mise en conformité des statuts de l'association avec le décret exécutif n°15-74 du 16 février 2015 fixant les dispositions et les statuts-types du club sportif amateur.

A. A.

LE SPORT NATIONAL EN DEUIL

L'ancien président du MC Alger Mohamed Djouad n'est plus

L'ancien président du MC Alger Mohamed Djouad est décédé hier à l'âge de 73 ans des suites d'une longue maladie. Natif de Souk Ahras (né le 12 mai 1943) Mohamed Djouad était à la tête du Doyen lors du sacre remporté en 1999, qui est venu mettre fin à vingt ans de disette en championnat pour le club algérois. Après son départ du MCA, Djouad avait présidé aux destinées du Groupement sportif des Pétroliers (GSP), créé en 2008, et qui a récupéré toutes les disciplines qui étaient sous la bannière du MCA à l'exception de la section football. Ancien coureur du 400m, Djouad avait remporté deux titres maghrébins et est resté invaincu dans sa spécialité en Algérie entre 1969 et 1974. L'enterrement du défunt aura lieu aujourd'hui après la prière de Dhor au cimetière de Oued Romane (Alger).

CONTRIBUTION

LE HUIS CLOS, L'ARME DE L'INSTANCE SPORTIVE

● Après de nombreux mandats de mise à l'épreuve, l'instance du football semble avoir échoué à promouvoir ce pourquoi elle a été élue. Un professionnalisme en perte de sens, des centres de formation dont elle semble remettre à plus tard — le plus loin possible — le projet de réalisation.

Si bien que l'on apprend que cette instance semble résolue à donner la priorité au seul projet de construction d'un hôtel et d'un siège à Sidi Moussa qu'elle souhaite ériger pour elle-même ? Un championnat où le dérèglement a fini par triompher, une relation fédération-présidents et presse/fédération tendue, encline à la suspicion et qui prête à interprétation semble être devenue impossible. Sinon comment expliquer la sortie du porte-parole de l'ASO Chlef qui tendrait à reprocher au président de cette instance son autoritarisme et sa volonté de les exclure du vrai débat et le coup de gueule de cette même instance à l'égard de la presse

sportive qui lui signifia qu'elle est indésirable et que sa présence à cette assemblée n'est pas souhaitée. Voilà exactement ce qu'on pourrait faire de son poste une fois qu'on l'aura obtenu dans cette Algérie qui s'emploie, pourtant, à élargir et qui s'apprête à libérer toutes les initiatives ? Et ce comportement des représentants des formations sportives qui consiste à tout focaliser autour d'un seul homme et à attendre tout de lui ne viserait-elle pas à encourager cette pratique qui réprime plus qu'elle n'en libère ? C'est peut-être dû à la façon d'être de l'Algérien qui a tendance à se garder de pousser les choses à évoluer vers un espace plus accommodant et porté par le bon sens ? Sans adversaires, sans contradicteurs dans un espace qui nécessite une telle présence, quelle sera la raison d'exister ? Tout porte à croire que cette instance sportive qui ne songe probablement pas à éliminer les effets pervers qui corrompent et qui empêchent les

belles choses d'avancer, semble au contraire n'être hantée que par cette volonté de mettre hors d'état de «nuire» tout compétiteur qu'elle désigne comme tel et qu'elle croit être son détracteur. En définitive, il ne se passe pas un jour sans que cette instance ne fasse autant de bruit pour rappeler à qui veut l'entendre son intransigeance à décider sans compromis. Le huis clos est devenu l'arme que semble privilégier cette instance sportive pour neutraliser ses éventuels détracteurs ? La fédération ne fait-elle pas dans la provocation en instituant ce moyen peu crédible de dissuasion ? Déjà dans les stades où l'on s'efforce de brandir le spectre du huis clos pour empêcher toute ambiance d'avoir lieu, faute de savoir, de pouvoir réprimer autrement. Ensuite, le huis clos qu'elle s'attribue à elle-même pour organiser des assemblées loin des médias, loin des vrais rapporteurs de l'information. Une partition, en somme, magnifiquement orches-

trée par un chef dont il est assuré qu'il la finirait triomphalement ? Les acteurs sportifs, engagés qu'ils sont dans un débat qu'ils n'avaient jamais maîtrisé, assurent une présence inutile. La règle des «mains et pieds levés» n'a pas été «bafouée» pour reprendre notre ami M. Bouchama, porte en elle-même l'illustration d'un caractère imposant dans l'approbation du bilan moral et financier de l'exercice 2015. S'il peut paraître difficile dans de telles circonstances d'envisager le départ de tous et la fin d'une organisation qui n'a que trop duré, il peut en revanche paraître facile de réclamer des changements dans la démarche prônée jusqu'ici. L'on sait que les temps sont durs pour les idées salvatrices, mais que peut-on vraiment y perdre à s'essayer ? Au fait, peut-on envisager une autre démarche avec la même équipe ?

A. Z.

FIFA

Blatter et Platini vont être fixés en appel

Joseph Blatter et Michel Platini verront-ils leur suspension de huit ans levée en appel ? La semaine s'annonce cruciale pour le président démissionnaire de la Fifa et le patron de l'UEFA, qui devraient connaître à partir d'aujourd'hui la décision de la commission de recours de l'instance mondiale.

Alors que l'élection à la tête de la Fédération internationale approche à grands pas (le 26 février à Zurich), le Suisse et le Français n'en ont toujours pas terminé avec leur marathon juridique et procédural. La sentence en appel de la Fifa constitue une étape clef puisqu'en cas d'échec, les deux hommes, longtemps les personnages les plus puissants de la planète football, n'auront plus que la saisine du Tribunal arbitral du sport (TAS), la plus haute juridiction sportive, pour espérer être blanchis ou voir leurs sanctions réduites. Blatter et Platini sont tombés en raison du paiement controversé, sans contrat écrit, de 1,8 million d'euros du Suisse au Français en 2011 pour un travail de conseiller achevé depuis 2002. Selon eux, ce versement constituait le solde de la rémunération pour la mission réalisée par le triple Ballon d'Or auprès du président de la Fifa entre 1999 et 2002, sur la base d'un accord oral.

Les magistrats de la Fifa, eux, les ont jugés coupables «d'abus de position», de «conflit d'intérêts» et de «gestion déloyale», écartant toutefois la charge de «corruption». L'objectif de Platini, obligé d'abandonner la course à la succession de Blatter pour laquelle il faisait figure de grand favori, est désormais de blanchir son nom, de restaurer une image écornée et de récupérer au moins son fauteuil de président de l'UEFA. Blatter lui, n'a plus grand-chose à espérer. A bientôt 80 ans (le 10 mars), sa carrière de dirigeant sportif semble derrière lui et il a déjà été remplacé par le Camerounais Issa Hayatou comme président intérimaire de la Fifa. Entendus respectivement lundi et mardi derniers par la commission de recours de la Fifa à Zurich, Platini et Blatter se sont montrés plutôt satisfaits de leurs auditions. Ils ont notamment présenté un témoin commun, Jacques Lambert, à la tête du comité d'organisation de la Coupe du monde 1998 et actuel président de celui de l'Euro-2016, afin d'attester de la connaissance dans le milieu du football du prétendu contrat oral, le point central de la procédure. «Cela a été une bonne audition, très bien menée par des gens sincères. Là, j'ai été écouté par des gens qui font partie de la famille du football», a expliqué Platini, qui avait boycotté sa convocation en première instance, estimant le procès déjà joué d'avance.

Blatter, qui avait fui les journalistes à Zurich mardi, lui a emboîté le pas jeudi sur RMC et a assuré s'être «senté plus à l'aise avec cette commission qu'avec la commission d'éthique elle-même», dont la chambre d'instruction avait requis la radiation à vie contre lui et Platini. «Un contrat peut être fait oralement. Platini est innocent. Comme moi. Il n'y a rien là-dedans. C'est une affaire comptable. Pas une affaire d'éthique. Il y avait un contrat qui existait. Et on doit l'honorer », a-t-il ajouté. Même argument pour la défense de Platini, assurée par Me Thibaud d'Alès : «La vérité est d'une simplicité biblique, il y a ce contrat oral, du temps qui s'écoule, une demande de paiement formalisée par une facture émise selon les instructions de la Fifa et qui détaille le fondement de la créance, et un paiement par la Fifa.» Les ennuis des deux dirigeants pourraient toutefois ne pas s'arrêter là car la justice suisse s'intéresse également à eux : une procédure pénale équivalente à une mise en examen vise en effet Blatter, pour ce même paiement de 1,8 million d'euros mais aussi pour un «contrat défavorable à la Fifa» sur certains droits de retransmission télévisée des Mondiaux 2010 et 2014. Dans le cadre de l'enquête de la justice suisse sur le versement de 1,8 million d'euros, Platini avait lui été entendu fin septembre sous l'équivalent du statut de témoin assisté.